

30 ANS APRÈS

Comme la centrale de Fukushima, celle de Plogoff devait se situer au bord de la mer, et sur une faille sismique. L'homérique combat contre ce projet a grandement contribué à asseoir l'image d'un peuple fier et rebelle. Trente ans après, malgré toutes ses contradictions, l'affaire de Plogoff fascine toujours.

TEXTE GÉRARD ALLE



Comme Noël Guiriec d'Ouest-France, le photographe Eugène Le Droff, du Télégramme de Brest et de l'Ouest, a été l'un des grands témoins de la "bataille de Plogoff" et est l'auteur de ces photos.

PLOGOFF



Deux regards qui ne se croisent pas. Le dialogue de sourds entre le Capiste énév et le gendarme un peu perdu témoin de la tension et de la complexité de cette "guerre civique".

L'affaire commence par un festival de maladroites, comme en conviendra Michel Fauve, responsable du dossier Plogoff à EDF. Le président Giscard d'Estaing avait promis qu'aucune centrale nucléaire ne se ferait sans consulter les populations. Eh bien, à Plogoff, fidèle à

son héritage militaire, la filière nucléaire française agira comme elle l'a toujours fait : dans le secret, la désinformation, et l'absence de débat contradictoire. Le maire de Plogoff apprendra même le choix de sa commune à la lecture de la presse quotidienne régionale ! Ce mépris affiché par l'État, amplifié par la présence policière, nourrit la révolte d'une population pourtant réputée légaliste, composée de marins, de paysans, de retraités de la Marine nationale ou de la Marine marchande. Le sentiment d'avoir servi la France et d'avoir été trahi par elle, s'ajoute ici à celui d'abandon, sur fond d'exode rural.

MOBILISATION HÉTÉROCLITE

La révolte de Plogoff peut, dès le début, compter sur deux courants puissants. Le premier est écologiste et dépasse le territoire concerné. Il bénéficie de la forte mobilisation antinucléaire, portée par les CLIN (Comités locaux d'information sur le nucléaire) qui effectuent tout au long des années 1970 un intense travail d'information et de mobilisation. Il faut dire que plusieurs sites sont alors convoités en Bretagne pour l'installation d'une future centrale, censée résoudre les problèmes

d'alimentation de la région, considérée comme un maillon faible en matière de production d'électricité. Mais les marées noires de l'Amoco Cadiz et bientôt du Tanio passeront par là. Elles inspirent ce slogan au goût amer : « Mazoutés hier, radioactifs demain ? »

Au fil des manifestations et des fêtes de soutien, le mouvement prend de l'ampleur, attirant autonomistes bretons, anarchistes, gauchistes de tous poils. Mais il ne pourra compter sur le soutien du PC, marqué par l'autocritique du maire communiste de Douarnez, dans un premier temps opposé à la centrale, et le départ sous la protection des gendarmes d'un groupe d'élus du Parti, venus à Plogoff manifester leur soutien au nucléaire.

L'autre courant est, au contraire, peu politisé et très localisé. Il rassemble une population terrorisée avant tout par la peur de l'inconnu. « Notre première motivation, reconnaît une passionnée de l'époque, c'était de protéger notre coin. » Nombreux sont aussi, dans le Cap Sizun, les anciens combattants d'Algérie, et leur silence sur ce qui s'est passé "là-bas" pèse sur les familles. Henri Peuziat, éleveur de porcs et alors gérant du Groupement foncier agricole, confirme que « la peur

La filière nucléaire française va agir comme toujours : absence de débat contradictoire, secret, désinformation...

de l'Arabe (qu'on allait embaucher pour construire la centrale) a compté dans la mobilisation. » Henri Peuziat ajoute : « Le mouvement a basculé quand les vieux électeurs de droite, à Pont-Croix et ailleurs, l'ont rejoint. » Alors que la droite locale, incarnée par le député Guy Guerneur et le conseiller général Jean Sergent, est pro-nucléaire. La fusion des deux courants va faire le succès de la contestation. Bien sûr, les parois ne sont pas totalement étanches, entre les écologistes et le restant de la population. Mais les convertis seront rares. Ceux qui refusent le nucléaire partout et ceux qui se battent uniquement pour leur coin sont plutôt unis par un pacte de non-agression. Les écologistes ferment les yeux quand des Capistes confient leur peur de l'étranger ou trahissent, manifestant le soir et négociant le lendemain avec EDF... tandis que les Capistes font semblant de



- Décembre 1974** Publication des normes des sites bretons présents pour la construction d'une centrale nucléaire.
- Mars 1975** Première manifestation antinucléaire à Erdeven (Morbihan).
- Juin 1976** Mobilisation à Plogoff pour empêcher les premiers sondages géologiques.
- 11 septembre 1978** Création du GFA (Groupement foncier agricole) de Plogoff, sur le modèle du GFA du Larzac.
- 17 septembre 1978** 5000 personnes au "pardon" anti-nucléaire de Plogoff.
- 25 septembre 1978** Le Conseil régional de Bretagne choisit le site de Plogoff.
- 31 janvier au 14 mars 1980** Enquête d'utilité publique.
- 30 janvier 1980** Devant la mairie de Plogoff, on brûle les dossiers du projet de centrale d'EDF.
- 31 janvier 1980** Premières barricades pour bloquer l'arrivée des gardes mobiles. Installation des premières annexes dans des camionnettes.
- 3 février 1980** Installation du berger sur le site du GFA de Feunteun Aod, en présence de 20 000 personnes.
- 8 et 9 février 1980** Heurts violents. Seize blessés. Premières arrestations.
- 16 février** Premières utilisations de grenades offensives et, en face, de cocktails Molotov.



Symbole de la lutte et de l'expression populaire, Annie Carval, présidente du comité de défense de Plogoff, prend la parole avec à ses côtés Jean-Marie Kerloch, le maire.

PLOGOFF



Vision cocasse de gardes mobiles semblant égarés dans la lande. Dans un contexte de guérilla rurale, les terres accidentées furent des obstacles.

fermer les yeux lorsque la jeunesse se baigne nue dans la baie des Trépassés, lors du grand rassemblement de Pentecôte. Les feux de la révolte éteints, chacun s'en retournera de son côté. Oublié, le projet de bergerie. Oublié, le projet de maison autonome. Oublié, le

plan Alter breton, proposant une alternative énergétique pour la Bretagne. Henri Peuziat et sa femme Catherine, devenus agriculteurs bio et très engagés dans la lutte contre l'agriculture productiviste regrettent aujourd'hui « la démobilité de certains militants écologistes, notamment des enseignants, qui se sont rapprochés du PS, et qu'on n'a jamais revus par la suite. »

LES FEMMES DANS LA LUTTE

La chance des combattants de Plogoff, c'est aussi d'avoir pu compter dans leurs rangs de fortes personnalités : Jean-Marie Kerloch, maire de Plogoff, qui s'est hissé à la hauteur de l'événement, Annie Carval, qui a su allier combat pour son pays et prise de conscience antinucléaire, Jean Moalic, jeune écologiste du Cap, qui a su mobiliser et jouer le jeu de l'unité, Alain-Pierre Condette, médiatique berger du GFA, installé sur les terres convoitées. Et puis, qu'aurait été le combat de Plogoff sans les femmes ? Ce sont elles qui, par leur harcèlement journalistique des forces de l'ordre, lors de la "messe" de cinq heures, marquent les consciences, les médias... et les jeunes militaires, en les faisant craquer à force de moque-

ries, d'insultes et de questions perruqueuses. Et puis, comment oublier nous ces gens, prêts à l'affrontement violent s'il le faut ? Leur détermination pesera extrêmement lourd dans la balance. Henri et Catherine Peuziat étaient de ceux-là : « A l'époque, on vivait dans une grande précarité, et nous étions prêts à tout pour nous en sortir. Un prof nous a dit : Arrêtez de faire de la provocation, ils vont vous taper dessus. On lui a répondu : Et alors ? On est là pour ça. »

DES PROMESSES NON TENUES

Les bruits les plus fous courent alors, comme celui d'un projet de débarquement d'armes organisé par le Front de libération de la Bretagne. Et que dire de ces dix kilos de plastique qui auraient été déterrés à temps, à l'emplacement d'une mairie annexe ? Les gendarmes mobiles reconnaissent pour leur part avoir utilisé des grenades offensives. Comme le remarque le Plogoffiste Cler Guillou : « Y aurait eu un mort à ce moment-là, sûr qu'on aurait tous sorti les fusils, et là, ça aurait dégénéré. » Lors de son meeting à Brest, le 9 avril 1981, sur les conseils de Louis Le Pensec et de Paul Quilès, notamment, le candidat François Mitterrand annonce l'abandon

Plogoff a montré que la détermination des populations peut l'emporter sur la brutalité et le mépris des décideurs.

du projet, s'il est élu. La promesse sera tenue. Pas celle du futur président de faire en sorte que la France ne dépende pas uniquement de l'atome... Bien des années plus tard, les élus du Cap Sizun refuseront l'adhésion de leurs communes au parc marin d'Iroise, manifestant un nouveau refus de laisser l'État mettre le nez dans leurs affaires, mais alimentant aussi le soupçon que la question environnementale serait le cadet de leurs soucis. Il reste que la farouche résistance des Capistes, il y a trente ans, prouve que la détermination d'une population peut l'emporter sur la brutalité et le mépris des décideurs. Et leur victoire nous permet de ne pas avoir la sensation de vivre aujourd'hui, comme les Japonais, avec un revolver sur la tempe, même si, en ce qui concerne l'avenir de la planète, hélas ! on ferait bien de s'inquiéter, au Cap Sizun comme ailleurs. ■



- 23 février** Acceptation du projet de centrale par les élus communistes du Finistère-Sud.
- Du 29 février au 14 mars** "Messe" de cinq heures et "nuits des barricades", à Plogoff.
- 29 février** Onze manifestants sont arrêtés.
- 6 mars** Les manifestants arrêtés sont présentés au tribunal de Quimper. Les forces de l'ordre chargent en pleine audience.
- 15 et 16 mars 1980** 50 000 personnes à la pointe du Raz pour marquer la fin de l'enquête publique.
- 24 et 25 mai 1980** 150 000 personnes pour la grande fête antinucléaire de Pentecôte, dans la baie des Trépassés.
- Décembre 1980** Occupation du siège d'EDF à Clamart par une cinquantaine d'opposants au projet.
- Février 1981** Un groupe de militants communistes est encerclé à Plogoff et libéré par la police.
- 9 avril 1981** Le candidat socialiste François Mitterrand annonce à Brest que s'il est élu, la centrale de Plogoff ne se fera pas.
- 10 mai 1981** Election de François Mitterrand.
- 28 juin 1981** Fête de la victoire à Plogoff.
- 12 décembre 1981** Un décret du Journal Officiel abroge la déclaration d'utilité publique du projet de centrale de Plogoff.



Un classique de la "messe" de 17 h, rendez-vous quotidien des opposants. Ce n'est pas la fumée des cierges, mais celle des lacrymos qui disperse ici les manifestants.



Alors que le Cap Sizun prend des allures de champ de bataille, Paul Quilès, futur ministre socialiste, vient en émissaire du futur candidat Mitterrand aux élections de 1981.